

*L'approvisionnement en eau à Montréal : du privé au public, 1796-1865.* Par Dany Fougères. (Québec : Septentrion, 2004. 472 p., fig., ill., bibl., index. ISBN 2-89448-383-X 39,95\$)

André Guillerme

Volume 30, numéro 1, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800534ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800534ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

0829-2507 (imprimé)

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guillerme, A. (2007). Compte rendu de [*L'approvisionnement en eau à Montréal : du privé au public, 1796-1865.* Par Dany Fougères. (Québec : Septentrion, 2004. 472 p., fig., ill., bibl., index. ISBN 2-89448-383-X 39,95\$)]. *Scientia Canadensis*, 30(1), 108–112. <https://doi.org/10.7202/800534ar>

## **Technology / Technologie**

***L'approvisionnement en eau à Montréal : du privé au public, 1796-1865.* Par Dany Fougères. (Québec : Septentrion, 2004. 472 p., fig., ill., bibl., index. ISBN 2-89448-383-X 39,95\$)**

La recherche présentée dans ce livre est le résultat d'un fin et beau travail d'archives et de la lecture fouillée de plus de trois cents ouvrages de référence. L'introduction campe le sujet, présente l'historiographie de l'hydraulique urbaine en Amérique du nord et en Europe de l'ouest, visite les lieux de la connaissance pour situer la recherche dans toute son internationalité et sa pluridisciplinarité, à la fois sociologique, historique,

épistémique et urbanistique. D'emblée, à l'instar de Georges Clémenceau, Dany Fougère suggère que la question de l'approvisionnement en eau est, comme la guerre, bien trop délicate pour être confiée aux seuls techniciens. Fixant son attention sur une courte période (le premier dix-neuvième siècle à Montréal), il veut montrer par cette rétrospective incisive que les solutions diverses adoptées dans la métropole québécoise à un moment donné ne sont pas très différentes de solutions actuelles malgré les cent cinquante ans d'évolution technologique.

Une première partie subdivisée en deux chapitres traite de « la distribution des rôles au tournant du dix-neuvième siècle : l'administration publique locale et la compagnie privée d'eau ». Sont soulignés d'abord le rôle important de l'inspecteur des chemins — l'équivalent au *surveyor* britannique, voire au conducteur des Ponts et Chaussée français — assistant technique du juge de paix, puis la mise en place, en 1796, de la prestation en nature pour la viabilisation des chemins paroissiaux, substitut plus démocratique de la corvée française. De cette genèse des infrastructures urbaines, Dany Fougères déduit, avec beaucoup de pertinence, une échelle des préoccupations publiques urbaines, un schème d'évaluation des politiques municipales. La Compagnie des propriétaires des eaux de Montréal créée en 1801, contemporaine des premiers distributeurs d'eau en Europe, fait l'objet du second chapitre : première association de capitalistes, premier monopole, premières contraintes juridiques, premières concessions et autorisations de voirie, la venue de l'eau par conduites est pionnière dans le mode de pensée et de gestion municipales. L'auteur aurait eu intérêt cependant à évoquer l'héritage féodal des modes de distribution — à Paris et Rouen notamment — et à analyser les multiples constructions de fontaines monumentales dans une cinquantaine de chefs-lieux d'intendance en France — mais aussi en Toscane et en Piémont — durant le second dix-huitième siècle.

La seconde partie travaille la demande en eau. Sous forme de triptyque, elle présente et analyse les usages privés et publics de l'eau courante dans une ville dont les édiles voudraient faire un modèle de salubrité urbaine et dont la population quadruple en moins de cinquante ans. Le premier volet explique comment fonctionne le service des eaux de la Compagnie dans ses premières prestations — tuyauterie, jaugeage et comptage, vidange, pression de service, voire robinetterie. À défaut d'archives, Dany Fougères tente d'approcher le quotidien du service en le comparant avec ce qui se passe à la même époque en Grande-Bretagne ou à Paris. Pour faire ce délicat inventaire, il interroge les pratiques ordinaires, culinaires, domestiques, potagères ; il relève l'importance du bétail dans Montréal, y note le développement des bains publics dès 1817, des cabinets d'aisances (appelés *water-closets*) dans les années 1830. Il porte son

regard au-delà de la période étudiée lorsqu'il s'agit de faire le lien avec notre époque ; ainsi pour la débimétrie, la mécanisation, les tarifs, les usages industriels et commerciaux.

L'eau comme mesure de protection contre l'incendie figure sur le volet central : comment la ville a-t-elle organisé son système de prévention et de lutte contre le feu ? Si la démolition systématique des maisons pour circonscrire l'incendie n'est effective que vers 1840, l'usage des pompes à feu et des robinets à incendie est par contre plus ancien. Dany Fougère montre bien les limites techniques de la pompe à feu et de l'eau sous pression, aléatoire et hoquetante, dans les premières décennies du dix-neuvième siècle. Cette saga contre les flammes et l'asphyxie — cette préhistoire des pompiers — est scandée par les créations de la Société pour prévenir les accidents du feu (1829), dotée d'un budget et d'une compagnie très hiérarchisée, et du département du feu par le conseil municipal (1841).

Le dernier volet de ce triptyque concerne la salubrité urbaine, notamment tout ce qui s'organise dans la prophylaxie urbaine devenue l'une des toutes premières préoccupations municipales à l'issue des deux violentes épidémies de choléra de 1832 et 1834 ; prophylaxie vis à vis de la poussière qui met en branle l'arrosage et l'ébouage réguliers des rues dans les années 1840 et qui, par ailleurs, aboutit à la création du Bureau de la Santé en 1854. En somme, le conseil municipal se sensibilise progressivement à l'idée d'avoir un système d'évacuation des eaux résiduaires et stagnantes, en bref un réseau d'égouts, qui ne sera vraiment opérationnel qu'après 1870. De ce point de vue hygiénique, Montréal est semblable aux autres villes européennes de même taille.

La troisième partie traite de l'offre d'eau ; d'abord celle, sans pression et naturelle, des rivières, des puits, des sources, des mares, puis celle, sous pression mécanique et claire, pompée, conduite, emmagasinée et distribuée. Dany Fougère présente les ruisseaux de Montréal et la majesté du fleuve Saint-Laurent, les sécheresses estivales, les froideurs hivernales, les pollutions hydriques ; il fait l'archéologie des puits publics et privés ; il révèle la richesse humaine et la misère des porteurs d'eau (cinquante à deux cents en 1850), qui deviennent comme des contractuels de la compagnie des eaux.

Voici maintenant venir soixante pages d'hydraulique urbaine qui révèle les heurs et les malheurs de la mécanisation locale de l'eau : eau gravitaire d'abord, eau pompée à l'aval ensuite (1801), puis en amont (1816), sans puis à l'aide d'une machine à vapeur (1816), conduite principale en bois, en plomb, puis en fonte, réservoirs (1827-1828), un système devenu peu à peu sénile et obsolète... Ici comme en Europe, la technique urbaine est souvent aléatoire et velléitaire, peu rentable,

souvent entravée par ses opérateurs eux-mêmes. Mais Dany Fougère va plus loin : il montre que l'obsolescence tient moins à la technique qu'à la croissance démographique, à l'urbanisation galopante des faubourgs (surtout à partir de 1825), à l'occupation du sol, en somme à la nouvelle urbanité qui pointe dans les années 1840.



*Porteurs d'eau en 1849 (Illustration par A. F. Dyneley, LAC/C-040258.)*  
 Source : Dany Fougères, *L'approvisionnement en eau à Montréal*, 236.

La dernière partie analyse le passage de la vieille compagnie privée — dont le privilège était de cinquante ans — à la Corporation municipale entre 1843 et 1845. Si les édiles n'entendent pas l'hydraulique, ils ont néanmoins une posture différente des capitalistes : ils souhaitent rentabiliser et étendre le service à toutes les rues du faubourg. Dany Fougère fait une chronique commentée et toujours pertinente des débats entre conseillers municipaux et des navettes parlementaires : à quel prix acheter ce service ? pour distribuer quel volume ? selon quelle qualité ? à qui ? à quel coût ? à quel prix vendre l'eau ? sous quelle forme, taxe ou tarif ? Questions que se posent aussi beaucoup de municipalités françaises du même gabarit à la même époque telles Reims, Clermont-Ferrand et Nantes. Le service des eaux est une forme d'expression, parmi d'autres, de la puissance publique qui s'installe alors dans les villes et qui étend son hégémonie sur l'espace non privé, l'espace commun — la rue et son fond, les ruisseaux, les berges — au nom de l'intérêt public. L'ultime chapitre passe en revue le régime de prestation publique et d'abord le développement de cette notion alors controversée d'intérêt public et de l'obligation d'usage qui en découle entre 1845 et 1857. Dès lors, l'eau devient rare, coûteuse, donc distribuée avec parcimonie, avec la précision

du comptable et du compteur ; mais tout le monde à de l'eau chez soi. L'incendie de Montréal en 1852 accélère la mise au pas de la communauté, à la mise en ordre du service public.

Une conclusion lucide achève cette iconologie de l'eau urbaine. Elle pose le prédicat de la relativité temporelle des services — le rapport entre public et privé n'est pas le même en 1800, en 1850, en 1930 et en 2000. Elle interroge la qualité des prestataires — quelles appropriations, quelle offre, quelle demande pour l'eau.

En somme un travail précieux, riche et pertinent. Ici, rien ne semble échapper à la sagacité du chercheur. L'illustration paraît un peu fuyante, comme la cartographie, mais le texte est bien écrit, fluide.

ANDRE GUILLERME

*Conservatoire national des arts et métiers de Paris*